E.ON Business Solutions SAS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2020)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2020)

A l'associé unique **E.ON Business Solutions SAS** 105 Rue Anatole France 92300 LEVALLOIS PERRET

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société E.ON Business Solutions SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

E.ON Business Solutions SAS Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2020 - Page 4

• il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 11 mai 2021

Le commissaire aux comptes PricewaterhouseCoopers Audit

Matthias Barnert

SAS E.ON BUSINESS SOLUTIONS

105 rue Anatole France92300 Levallois Perret

COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	6 587 604	1 665 805	4 921 799	3 481 825
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	11 083	11 083		
Fonds commercial (1)	518 359		518 359	518 359
Autres immobilisations incorporelles	5 386 437		5 386 437	3 394 645
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	22 232	8 229	14 003	16 473
Autres immobilisations corporelles	82 595	56 346	26 249	23 425
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	38 717		38 717	38 002
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	12 647 027	1 741 462	10 905 564	7 472 731
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 939 916	8 270	1 931 646	1 155 826
Autres créances	412 181		412 181	671 948
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (2)	2 564 555		2 564 555	513 769
Charges constatées d'avance (3)	56 363	0.070	56 363	56 359
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 973 015	8 270	4 964 745	2 397 904
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif			4= 0=0 000	0.070.00
TOTAL GENERAL	17 620 042	1 749 732	15 870 309	9 870 634
	17 620 042	1 749 732	15 870 309	9 870 634

Bilan passif

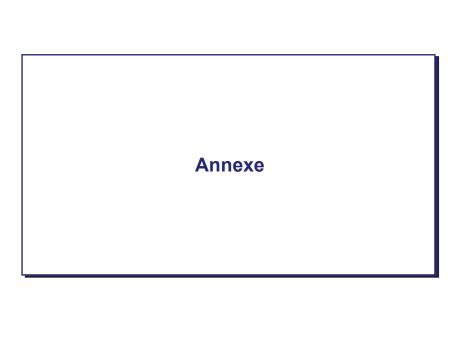
	31/12/2020	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES	4	
Capital	1 073 000	1 073 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	959 903	3 294 549
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		2 407 405
Report à nouveau	2 000 574	-2 467 105
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-2 009 574	-2 235 541
Subventions d'investissement	104 401	150 802
Provisions réglementées TOTAL CAPITAUX PROPRES	55 689 183 419	43 905 -140 390
TOTAL CAPITAUX PROPRES	163 419	-140 390
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
	128 000	100 000
Provisions pour risques Provisions pour charges	120 000	100 000
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	128 000	100 000
TOTAL I NOVIDIONO I GOR NIGGOLO LI GITARGLO	120 000	100 000
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	11 984 829	7 993 552
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 875 704	1 137 419
Dettes fiscales et sociales	998 694	745 846
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	76 010	12 457
Produits constatés d'avance (1)	623 653	21 751
TOTAL DETTES	15 558 890	9 911 024
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	15 870 309	9 870 634
(1) Dont à plus d'un an (a)	11 955 000	7 975 000
(1) Dont à moins d'un an (a)	3 603 890	1 936 024
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2020	31/12/2019
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises		2 669	2 669	
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	2 590 961	193 668	2 784 629	2 031 656
Chiffre d'affaires net	2 590 961	196 337	2 787 298	2 031 656
Production stockée				
Production immobilisée			4 893 830	4 797 558
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissen	nents), transferts de ch	narges	74 177	28 075
Autres produits			364	1 464
Total produits d'exploitation (I)			7 755 668	6 858 753
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres	s approvisionnements			
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			5 807 394	6 094 538
Impôts, taxes et versements assimilés			73 701	43 466
Salaires et traitements			1 942 612	1 700 218
Charges sociales			814 877	699 733
Dotations aux amortissements et dépre	éciations :			
- Sur immobilisations : dotations aux a			1 051 854	472 507
- Sur immobilisations : dotations aux d	épréciations			
- Sur actif circulant : dotations aux dép	réciations		3 000	
- Pour risques et charges : dotations a			28 000	100 000
Autres charges	•		2 139	12
Total charges d'exploitation (II)			9 723 577	9 110 475
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		-1 967 909	-2 251 722
Quotes-parts de résultat sur opérations	s faites en commun			
Bénéfice attribué ou perte transférée (I	II)			
Perte supportée ou bénéfice transféré	(IV)			
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créance	s de l'actif immobilisé	(3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3	3)			
Reprises sur provisions et dépréciation	ns et transferts de cha	rges		
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs	mobilièrers de placem	ent		
Total produits financiers (V)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dé	préciations et aux prov	visions		
Intérêts et charges assimilées (4)			11 278	8 889
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeur	s mobilières de placen	nent		
Total charges financières (VI)			11 278	8 889
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-11 278	-8 889
RESULTAT COURANT avant im	nôts (I-II±III-IV+V-	VI)	-1 979 186	-2 260 611
THE GOLDAN GOOD AND AVAILT III			1 01 3 100	

Compte de résultat (suite)

	04/40/0000	04/40/0040
	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	359 378	
Sur opérations en capital	46 401	37 800
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	405 779	37 800
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		947
Sur opérations en capital	424 383	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	11 783	11 783
Total charges exceptionnelles (VIII)	436 167	12 730
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-30 388	25 070
RESOLIAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-30 300	23 010
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
impors sur les bellences (A)		
Total des produits (I+III+V+VII)	8 161 447	6 896 554
	10 171 021	9 132 095
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	10 171 021	9 132 095
BENEFICE OU PERTE	-2 009 574	-2 235 541
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier - Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	11 278	8 889



Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 15 870 309 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 2 009 574 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Frais de recherche et de développement

Les frais de développement à l'actif correspondent aux coûts de développement rattachés aux différents projets conduits par la société E.ON Business Solutions dans les économies d'énergie auprès de leurs clients. La durée moyenne d'amortissement appliquée pour chaque projet est la durée de vie du contrat.

Sur l'année 2020, la méthode de valorisation des frais de développement tient compte des heures ingénieurs rattachés aux différents projets. L'impact sur les comptes clos 2020 de ce changement d'estimation de l'actif est de 654K€. Les heures de développement capitalisées pour chaque projet sont évaluées à compter de la signature du protocole d'entente avec le client jusqu'à la date de la signature du "completion report". Toutes les autres phases sont directement comptabilisées en charge de l'exercice.

Les frais se rattachant à un contrat sont comptabilisés en immobilisations en cours à partir du moment où le contrat est signé. Ces immobilisations en cours sont activées au moment de l'approbation des travaux par le client.

La comptabilisation du chiffre d'affaires est fonction des économies réalisées telles que définies par le contrat et les coûts reconnus au même rythme que la réalisation des travaux.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Installations techniques : 5 à 10 ans * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans * Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier: 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il a été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,34 %

- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : INSEE 2019

Règles et méthodes comptables

Subventions d'investissement Fonds Chaleur

La société E.ON BUSINESS SOLUTIONS a perçu l'année précédente des subventions Fonds Chaleur de l'ADEME.

Ces subventions sont constatées en résultat au même rythme que la durée totale du projet concerné, afin de suivre le rythme d'amortissement de l'actif immobilisé.

Ventes de Certificats d'Economies d'Energies

La société E.ON BUSINESS SOLUTIONS met en place avec certains de ses clients des mandats afin de bénéficier des Certificats d'Economies d'Energies liés aux travaux effectués sur les projets.

Ces certificats sont cédés par E.ON BUSINESS SOLUTIONS à des fournisseurs d'énergie et le produit lié est comptabilisé en chiffre d'affaires dès la finalisation des travaux.

Le produit est donc constaté en intégralité dès la finalisation du projet à la date apparaissant dans le "completion report" signé avec le client.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

L'épidémie de Covid-19 génère depuis le début de l'année 2020 une crise sanitaire mondiale et a conduit les autorités françaises, après la déclaration par l'OMS de cette épidémie en tant que pandémie, à prendre des mesures exceptionnelles. Cette situation a contraint notre société à mettre en place des mesures de sauvegarde sanitaires, de manière à protéger nos salariés tout en maintenant notre activité.

Conformément aux dispositions du Plan Comptable sur les informations à mentionner dans l'annexe, nous constatons que cette crise sanitaire n'a pas eu d'impact négatif sur notre activité en raison du secteur sur lequel nous intervenons. En effet, la demande est restée relativement forte et s'est traduite par un accroissement de nos commandes clients.

La pandémie est toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels et il est difficile d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir. Nous estimons néanmoins que cette situation n'est pas en mesure de remettre en cause le principe de continuité de notre exploitation sur notre prochain exercice.

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	4 165 287	2 837 344	415 027	6 587 604
- Fonds commercial	518 359			518 359
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 405 728	4 171 375	2 179 582	5 397 520
Immobilisations incorporelles	8 089 373	7 008 719	2 594 610	12 503 483
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et				
aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage				
industriels	22 232			22 232
- Installations générales, agencements				
aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	68 068	14 527		82 595
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes		44.55		404.00
Immobilisations corporelles	90 300	14 527		104 827
- Participations évaluées par mise en				
équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	38 002	714		38 717
Immobilisations financières	38 002	714		38 717
ACTIF IMMOBILISE	8 217 676	7 023 961	2 594 610	12 647 027

Les flux s'analysent comme suit :

Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
7 008 719	14 527	714	7 023 961
7 008 719	14 527	714	7 023 961
2 114 890			2 114 890
479 720			479 720
2 594 610			2 594 610
	7 008 719 7 008 719 2 114 890 479 720	7 008 719 14 527 7 008 719 14 527 2 114 890 479 720	incorporelles corporelles financières 7 008 719 14 527 714 7 008 719 14 527 714 2 114 890 479 720 479 720

Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et de développement

La durée d'amortissement appliquée pour chaque projet est la durée de vie moyenne du contrat. Les durées sont comprises entre 3 et 10 ans.

	Montant Brut	Durée
Frais de développement	6 587 604	
Frais de recherche	6 587 604	

Fonds commercial

léments achetés léments réévalués léments reçus en apport	518 359
⁻ otal	518 359

Le fonds de commerce à l'actif correspond au mali de fusion suite à la TUP ayant eu lieu en date du 26 décembre 2016 avec la société OPUS LIGHT pour 518 359 euros.

Etant donné les perspectives d'activité futures au 31 décembre 2020, il n'est pas nécessaire de déprécier le fonds commercial.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement - Fonds commercial	683 461	1 037 681	55 337	1 665 805
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	11 083			11 083
Immobilisations incorporelles	694 544	1 037 681	55 337	1 676 888
- Terrains - Constructions sur sol propre - Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements et aménagements des constructions - Installations techniques, matériel et outillage industriels - Installations générales, agencements aménagements divers	5 759	2 470		8 229
- Matériel de transport - Matériel de bureau et informatique, mobilier	44 643	11 703		56 346
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	50 401	14 173		64 575
ACTIF IMMOBILISE	744 945	1 051 854	55 337	1 741 462

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 447 177 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	38 717		38 717
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 939 916	1 939 916	
Autres	412 181	398 355	13 826
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	56 363	56 363	
Total	2 447 177	2 394 634	52 543
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS - Factures à établir FOURNISSEURS - Avoirs à recevoir PERSONNEL - Indmenités à recevoir	431 564 142 23 684
Total	455 390

Capitaux propres

Composition du capital

Capital social d'un montant de 1 073 000,00 euros décomposé en 29 titres d'une valeur nominale de 37 000,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice Titres émis pendant l'exercice	29	37 000
Titres remboursés pendant l'exercice Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	29	37 000

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 26/06/2020.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-2 467 105
Résultat de l'exercice précédent	-2 235 541
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-4 702 646
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-4 702 645
Total des affectations	-4 702 645

La société a décidé d'augmenter son capital social d'une somme de 2 368 000 euros, soit 64 actions à 37 000 euros, puis de le réduire de la somme de 2 368 000 euros par voie d'imputation de la somme de 2 368 000 euros sur le compte "report à nouveau". Cette réduction de capital est réalisée par l'annulation pure et simple de 64 actions de 37 000 euros afin d'apurer les pertes de la société.

La société a décidé également d'imputer la somme de 2 334 645 euros du compte de "prime d'émission" au compte de "report à nouveau" débiteur pour le porter de -2 334 645 euros à 0.

Le compte de prime d'émission étant alors ramené quant à lui à de 3 294 549 euros à 959 904 euros.

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2020	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2020
Capital	1 073 000				1 073 000
Primes d'émission	3 294 549			2 334 646	959 903
Report à Nouveau	-2 467 105	-2 235 541		-4 702 646	
Résultat de l'exercice	-2 235 541	2 235 541	-2 009 574		-2 009 574
Dividendes					
Subvention d'investissement	150 802			46 401	104 401
Provisions réglementées	43 905		11 783		55 689
Total Capitaux Propres	-140 390		-1 997 791	-2 321 599	183 419

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour houses des prix				
Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires	43 905	11 783		55 689
Prêts d'installation	43 903	11 703		33 003
Autres provisions				
Total	43 905	11 783		55 689
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		11 783		

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	100 000	28 000			128 000
Total	100 000	28 000			128 000
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice : Exploitation Financières Exceptionnelles		28 000			

Tableau des provisions et dépréciations

		Montant au début d'ex.	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : Reprises ex.	Montant fin exercice
Provisions réglementées Provisions gisements miniers, pétroliers					
Provisions pour investissement					
Provisions pour hausse des prix			44 ====		
Amortissements dérogatoires		43 905	11 783		55 689
Dont majorations except. 30% Implantations étrangères avant 01/01/92					
Implantations étrangères avant 01/01/92					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
Provisions réglementées	Total I	43 905	11 783		55 689
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour litiges		100 000	28 000		128 000
Provisions pour garanties données aux cl					
Provisions pour pertes sur marchés à tern	ne				
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions et obligations s	imilaires				
Provisions pour impôts	iiiiiaiies				
Provisions pour renouvellement immobili	sations				
Provisions pour grosses réparations	outions				
Provisions pr charges soc et fisc sur cong	iés payés				
Autres provisions pour risques et charges					
Provisions risques et charges	Total II	100 000	28 000		128 000
Démésiations					
Dépréciations					
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immobilisations financières					
Sur stocks et en- cours					
Sur comptes clients		5 270	3 000		8 270
Autres dépréciations					
Dépréciations	Total III	5 270	3 000		8 270
TOTAL GENERAL (+ 11 + 111 \	149 175	42 783		191 959
TOTAL GENERAL (II III <i>)</i>	143 173	42 703		131 333
Dotations et reprises d'exploitation			31 000		
Dotations et reprises financières					
Dotations et reprises exceptionnelles			11 783		
Titres mis en équivalence : dépréciations	de l'exercice				

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 15 558 890 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des				
établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes				
rattachés	1 875 704	1 875 704		
Dettes fiscales et sociales	998 694	998 694		
Dettes sur immobilisations et comptes				
rattachés				
Autres dettes (**)	12 060 839	105 839	11 955 000	
Produits constatés d'avance	623 653	623 653		
Total	15 558 890	3 603 890	11 955 000	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés	11 984 829			

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - Factures non parvenues	140 248
GROUPE - Intérêts courus à payer	29 829
PERSONNEL - Provisions congés payés	218 116
PERSONNEL - Provisions pour intéressement + RTT	43 838
PERSONNEL - Provisions pour primes	133 471
PERSONNEL - Provisions charges sociales sur CP	93 960
PERSONNEL - Provisions charges sociales sur primes	73 051
PERSONNEL - Formation continue	2 876
PERSONNEL - Taxe apprentissage	1 351
ETAT - Charges à payer	14 928
CLIENTS - Avoir à émettre	63 552
Total	815 221

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	56 363		
Total	56 363		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	623 653		
Total	623 653		

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Suite à l'allocution de Monsieur Le Premier Ministre de la République Française en date du 14 janvier 2021, il a été décidé de l'instauration d'un couvre-feu interdisant les sorties entre 18h00 et 6h00, à l'exception de celles pouvant être justifiées par l'un des motifs limitativement énumérés.

À partir du dimanche 4 avril 2021 et pour 4 semaines (jusqu'au 3 mai 2021), les mesures de freinage renforcées déjà en vigueur dans 19 départements ont été étendues à tout le territoire métropolitain.

Légèrement affecté sur l'exercice clos en 2020 par la pandémie de la COVID-19 et les normes gouvernementales prises pour lutter contre, il demeure néanmoins difficile pour EON BUSINESS SOLUTIONS de mesurer toutes les répercussions sur notre activité à plus ou moins long terme. Une estimation ne peut être faite de façon précise. Sans compter qu'une incertitude demeure quant au maintien total de l'activité face à l'évolution à venir du virus de la COVID-19 et de ses variants.

La continuité d'exploitation n'est cependant pas remise en cause.

En date du 16 avril 2021, l'associé unique de la société EON BUSINESS SOLUTIONS a décidé d'augmenter le capital social de la société d'une somme de 999.000 euros pour le porter de 1 073 000 euros à 2 072 000 euros par l'émission de 27 actions nouvelles de 37 000 euros chacune afin de renforcer les capitaux propres de la société.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 24 personnes

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 261 615 euros

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	2 274 232		2 274 232
Ventes de marchandises		2 669	2 669
Produits des activités annexes	316 728	193 668	510 396
TOTAL	2 590 961	196 337	2 787 298
		100 001	

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 15 623 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Transferts de charges d'exploitation et financières

	Eléments exploitation	Eléments financiers
Avantages en nature Remboursements prévoyance	28 403 45 774	
TOTAL	74 177	

Parties liées

Liste des transactions significatives

Transactions effectuées avec des parties liées qui ne sont pas conclues aux conditions normales de marché.

- Clients et comptes rattachés avec E.ON SOLUTIONS Gmbh pour un montant de 23 587 Euros concernant des refacturations de coûts SLA
- Clients et comptes rattachés avec E.ON DRIVE INFRASTRUCTURE pour un montant de 16 862 Euros concernant des refacturations de coûts SLA
- Clients et comptes rattachés avec E.ON BUSINESS SOLUTIONS Gmbh pour un montant de 97 258 Euros concernant des refacturations de coûts SLA

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	424 383	
Amortissements dérogatoires	11 783	
Produits exceptionnels ruptures de contrats clients		359 378
Subventions d'investissement virées au résultat		46 401
TOTAL	436 167	405 779